

Le plan pour activer les golems évangéliques hispaniques

Jonathan Greenblatt dévoile un plan pour activer les golems évangéliques hispaniques

par **José Alberto Niño**

L'image d'Israël ayant été ternie par sa campagne génocidaire à Gaza, le PDG de l'ADL, Jonathan Greenblatt, et la communauté juive en général ciblent les communautés évangéliques hispaniques aux États-Unis et en Amérique centrale afin de constituer une nouvelle base de sympathisants qui soutiendront la cause sioniste.

Lors d'une récente intervention au [Temple Sinai](#) de Los Angeles, Greenblatt a annoncé un partenariat officiel avec la Conférence nationale du leadership chrétien hispanique, dévoilant une vaste initiative de sensibilisation auprès des communautés évangéliques hispaniques. «*On compte environ 2000 synagogues actives aux États-Unis et 42 000 églises évangéliques hispaniques actives*», a-t-il [déclaré](#). «*Actuellement, l'ADL collabore avec elles à l'élaboration des programmes d'école du dimanche et organise des journées de lobbying communes*».

L'ADL [a annoncé](#) ce partenariat le 16 octobre 2025, visant à créer des ressources pédagogiques destinées aux églises évangéliques hispaniques des États-Unis. Cette collaboration comprend un programme de sensibilisation à l'antisémitisme d'une durée de 12 mois, distribué aux pasteurs, aux responsables de jeunesse et aux fidèles, avec des modules spécifiques conçus pour les écoles privées de la maternelle à la terminale. Parmi les ressources à vocation religieuse figurent des guides de prédication et des supports de prière promouvant la solidarité avec les communautés juives.

Des campagnes numériques multilingues, destinées aux fidèles de la génération Z et aux Millennials, proposeront des vidéos courtes et du contenu pour les réseaux sociaux. Ce partenariat inclut également des rencontres de prière et de justice, avec des tables rondes prévues en Californie, en Floride, à New York, au Texas et à Washington D.C. Selon l'[annonce](#) officielle, le programme fournira des ressources spécifiquement conçues pour l'enseignement du catéchisme, marquant ainsi la première contribution directe de l'ADL à un programme d'éducation religieuse chrétienne. La Conférence nationale du leadership chrétien hispanique, présidée par le révérend Samuel Rodriguez, gère également la Coalition du leadership hispanique pour Israël, une branche dédiée à la défense d'Israël.

Ce partenariat cible un groupe démographique en pleine croissance aux États-Unis. Selon les données de Pew Research de 2022, environ [15%](#) des Hispaniques américains se déclarent protestants évangéliques. Parmi les Hispaniques d'origine centraméricaine, ce chiffre atteint 31%, soit plus du double du taux observé chez les Américains d'origine mexicaine (12%). L'identité évangélique est plus marquée chez les Hispaniques nés à l'étranger (19%) que chez ceux nés aux États-Unis (12%), ce qui suggère que la croissance du mouvement évangélique en Amérique centrale se propage vers le nord par le biais de l'immigration. Quelque [28%](#) des républicains hispaniques se déclarent évangéliques, contre seulement 10% des démocrates hispaniques.

Les fidèles hispaniques des églises évangéliques manifestent un fort engagement religieux : 73% d'entre eux affirment que la religion est très importante dans leur vie, contre 46% des Hispaniques catholiques. Environ 57% des fidèles hispaniques des églises évangéliques déclarent parler dans leurs langues maternelles pendant les offices, ce qui témoigne de la prédominance du pentecôtisme.

Cette expansion intérieure reflète une tendance plus large à l'échelle de l'Amérique latine. Au Guatemala et au Honduras, les populations évangéliques [représentent](#) désormais 40 à 41% de leur population totale. Il y a seulement 60 ans, les évangéliques représentaient à peine 3% de la population latino-américaine. Aujourd'hui, ils [dépassent](#) les 20% à l'échelle régionale, et selon une étude du Pew Research Center, plus de la moitié d'entre eux sont des convertis qui viennent du catholicisme.

Les églises évangéliques d'Amérique centrale ont adopté la théologie [sioniste chrétienne](#), qui érige le soutien à Israël en obligation théologique, [en se référant](#) directement à Genèse 12:3 : «*Ceux qui bénissent le peuple juif seront bénis eux-mêmes*». Ces églises affichent en évidence des étoiles de David, des menorahs et des inscriptions hébraïques, tout en organisant des pèlerinages en Israël qui suscitent un attachement personnel au récit israélien. Des organisations comme la [Coalition latino-américaine pour Israël](#) coordonnent le plaidoyer pro-israélien dans toute la région, mobilisant les leaders évangéliques pour le transfert de l'ambassade à Jérusalem et d'autres initiatives politiques.

Cette mobilisation politique évangélique au sein de la communauté hispanique est également présente dans toute l'Amérique latine. Le Guatemala et le Honduras se sont distingués comme les soutiens les plus fidèles d'Israël en Amérique latine, maintenant ou renforçant leurs liens diplomatiques alors même que la plupart des pays de la région ont adopté des positions critiques après les attentats du 7 octobre 2023. Cet alignement contraste fortement avec le sentiment général en Amérique latine, où la Bolivie, le Chili et la Colombie [ont rappelé](#) leurs ambassadeurs en Israël et où [le Mexique](#) s'est joint à la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Guatemala a joué un rôle déterminant dans la création d'Israël en tant qu'État souverain, figurant parmi les premiers pays à [soutenir](#) la résolution 181 de l'ONU en 1947. Cette résolution préconisait le partage de la Palestine et la formation d'un État juif. En 1948, le Guatemala s'est joint à 21 autres nations aux Nations unies pour [reconnaître](#) officiellement Israël comme État, et le ministre guatémaltèque des Affaires étrangères [a promis que](#) son pays serait le meilleur allié d'Israël en Amérique latine.

Le soutien apporté par le Guatemala à la création d'Israël en 1948 a jeté les bases d'une coopération militaire étendue entre les deux pays. En tant que l'un des premiers États à reconnaître Israël, le Guatemala est devenu un partenaire crucial pendant la Guerre froide, notamment face à la condamnation internationale dont il a fait l'objet pour son rôle dans la lutte contre les insurgés indigènes lors d'une [guerre civile](#) dévastatrice qui a duré de 1960 à 1996 et qui a fait plus de 200 000 morts.

Sous la présidence de Carlos Arana Osorio (1970-1974), Israël a commencé à fournir [des armes et une formation à la contre-insurrection, qui s'est intensifiée après la réduction de l'aide militaire](#) américaine au Guatemala en 1977 en raison de violations des droits de l'homme. Les conseillers militaires israéliens ont progressivement introduit des méthodes inspirées de l'occupation israélienne en Palestine. Parmi celles-ci figuraient les campagnes dévastatrices de la terre brûlée, que les forces armées guatémaltèques ont reproduites lors d'opérations où ont été rasés plus de 600 villages.

L'expertise israélienne a profondément influencé l'organisation militaire guatémaltèque, les forces du Guatemala mettant en œuvre des installations de terrain, des réseaux de communication et des armements de conception israélienne, notamment des fusils d'assaut Galil et des pistolets-mitrailleurs Uzi. Par ailleurs, [le programme Nahal d'Israël](#), qui associe préparation militaire et colonisation agricole, a servi de modèle à l'approche guatémaltèque «[Haricots et Balles](#)». Cette dernière visait à contrôler les zones rurales en offrant des services essentiels tels que la santé, l'éducation et d'autres avantages aux populations autochtones alignées sur le gouvernement, tout en imposant de sévères sanctions aux communautés soupçonnées de soutenir les guérillas.

Le Guatemala [a transféré](#) son ambassade à Jérusalem en mai 2018, devenant ainsi le deuxième pays, après les États-Unis, à installer sa mission diplomatique dans la capitale contestée. En signe de solidarité, le pays a également rebaptisé 14 rues «Rue de Jérusalem, capitale d'Israël». L'ambassadeur du Guatemala, Alfonso Quiñónez, [a déclaré](#) en 2023 qu'«être ami d'Israël, c'est payant».

Dans le même esprit, les liens étroits qui unissent le Honduras à Israël ont été tissés dans les années 1950, lorsque des diplomates honduriens et israéliens ont officiellement [établi](#) des relations diplomatiques, suite à la décision du Honduras d'accueillir des réfugiés juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. L'ancien président Juan Orlando Hernández, récemment [gracié](#) par Donald Trump pour trafic de cocaïne, s'est appuyé sur ce socle historique pour redéfinir la politique étrangère de son pays.

Il a transformé les habitudes de vote du Honduras aux Nations unies, en choisissant de s'abstenir ou de voter contre les résolutions perçues comme hostiles à Israël. Lors du vote de l'Assemblée générale de 2017 condamnant le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, le Honduras s'est rangé parmi une petite minorité de nations soutenant les États-Unis et Israël face à une large opposition internationale.

Le Honduras [a reconnu](#) Jérusalem comme capitale d'Israël en 2018 et y a ouvert un bureau diplomatique, emboitant le pas au Guatemala. Juan Orlando Hernández s'est ensuite [engagé](#) à transférer l'intégralité de l'ambassade du Honduras de Tel-Aviv à Jérusalem, publiant des communiqués conjoints avec des responsables israéliens et américains qui ont établi un calendrier public pour cette transition. Le transfert a été finalisé en juin 2021. Lors de la cérémonie, Hernández [a annoncé](#) sa présence «dans la capitale éternelle d'Israël» et s'est engagé à lutter contre «l'antisémitisme, souvent présenté comme de l'antisionisme».

Par ailleurs, Hernández a intégré le Honduras aux cercles sionistes chrétiens. L'association «Les Amis du Musée de Sion» à Jérusalem – une organisation promouvant le soutien des chrétiens à Israël tout en s'opposant à l'antisémitisme et au mouvement BDS – l'[a honoré](#) du prix «Les Amis de Sion» en 2019 pour avoir reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et pour son soutien diplomatique. Selon le *Jerusalem Post*, il a rejoint un cercle prestigieux aux côtés de Donald Trump et d'autres dirigeants reconnus pour leurs positions pro-israéliennes.

En matière de sécurité, Juan Orlando Hernández a adopté des positions parfaitement alignées sur celles de Washington et de Tel-Aviv. Son administration [a classé](#) le Hezbollah comme organisation terroriste, une désignation saluée par d'éminentes organisations juives américaines.

Ce groupe démographique hispanique évangélique pourrait s'avérer précieux pour Israël suite aux attentats du 7 octobre 2023, qui ont considérablement terni son image internationale. Selon les données [du Pew Research Center](#) de juin 2025, une majorité de la population dans 20 des 24 pays étudiés a une opinion défavorable d'Israël. Une très large majorité en Australie (74%), en Grèce (72%), en Indonésie (80%), au Japon (79%), aux Pays-Bas (78%), en Espagne (75%), en Suède (75%) et en Turquie (93%) exprime des opinions négatives.

Même aux États-Unis, pays qui a toujours été un fervent partisan d'Israël, [53% des](#) personnes interrogées ont désormais une opinion défavorable de ce pays, soit une augmentation de 11 points depuis 2022. Les exceptions notables à cette tendance mondiale se trouvent en Afrique subsaharienne, où le Kenya et le Nigeria [conservent](#) une opinion plus favorable d'Israël.

Dans ce contexte, la concentration du soutien évangélique en Amérique centrale et parmi les évangéliques hispaniques des États-Unis représente un groupe démographique qu'Israël et ses partisans peuvent mobiliser dans le cadre d'une stratégie plus large à l'égard des pays du Sud. Cette tendance laisse penser qu'Israël cherchera probablement à intensifier ses efforts de sensibilisation auprès des chrétiens évangéliques des pays en développement afin de redorer son image internationale, notamment dans les régions où le christianisme évangélique connaît une croissance rapide.

Greenblatt contribue à cet effort en menant des actions de sensibilisation auprès des évangéliques hispaniques aux États-Unis. Il a promu ce partenariat par le biais de conférences ciblées, notamment des

présentations devant 350 pasteurs au musée de la Bible. Greenblatt a inscrit ce partenariat dans le cadre du recentrage stratégique de l'ADL après le 7 octobre. En [mars 2024](#), il a déclaré que l'organisation *«était de plus en plus convaincue de la nécessité de donner la priorité à la première partie de sa mission : «mettre fin à la diffamation du peuple juif»»*.

«Face à la montée de l'antisémitisme aux États-Unis et dans le monde, nous devons bâtir des ponts d'unité et de courage», a déclaré Greenblatt lors de l'annonce du partenariat. Le révérend Samuel Rodriguez a ajouté que *«l'antisémitisme n'est pas seulement un problème juif, c'est une crise morale et spirituelle qui exige que toutes les communautés réagissent avec clarté, compassion et conviction»*.

La comparaison entre 42 000 églises et 2000 synagogues souligne la prise de conscience de l'ADL : les infrastructures communautaires juives ne peuvent à elles seules endiguer la montée de l'antisémitisme. En créant des guides de sermons et des supports de prière, l'ADL intègre l'éducation à la lutte contre l'antisémitisme directement dans le culte chrétien et la formation religieuse.

Ce programme de l'ADL révèle un changement de stratégie dans le dialogue avec la communauté juive. Alors que l'indignation mondiale suscitée par le traitement de la population de Gaza persiste chez des milliards de non-juifs à travers le monde, l'attention se porte sur les réseaux évangéliques hispaniques aux États-Unis et en Amérique latine, faisant de ces communautés en pleine expansion de nouveaux instruments pour redorer l'image d'Israël grâce à des partenariats éducatifs et un plaidoyer fondé sur la foi.

source : [The Unz Review](#) via [Entre la plume et l'enclume](#)

traduction [Maria Poumier](#)